

# L' O U E S T

## Espagne

### ACCORD SUR LA PÊCHE POURRAIT ÊTRE CONCLU AVEC L'UNION SOVIÉTIQUE

Madrid (A.F.P.). — Deux jours après l'arrivée, à Madrid, d'une délégation de la marine marchande soviétique (le Monde du 27 avril 1970), Espagnols et Soviétiques ont entamé mardi des négociations pour décider quel sera le port espagnol qui servira de base de départ pour les navires de pêche soviétiques opérant dans la mer Méditerranée.

Les navires de pêche soviétiques actuellement basés à Puerto Real, dans les Grandes Canaries. Deux des plus importants navires-usines de la flotte de pêche soviétique — le *Kronidov*, de 16 000 tonnes, et le *Maya-Presnya* de 12 000 tonnes — se trouvaient ces derniers jours dans ce port après avoir été bloqués pendant plusieurs mois, au large des côtes espagnoles.

Les Espagnols proposeraient de transférer l'installation permanente de leur base de pêche à un bureau commercial aux îles, soit à Las Palmas, soit à Santa Cruz de Tenerife. Les Soviétiques offrent en échange une aide technique pour développer l'industrie de la pêche espagnole.

## Portugal

### LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION PRÉFÈRE LA DEPOLITISATION DE L'UNIVERSITÉ

Lisbonne (A.P.). — Dans une interview télévisée, le professeur Fernando de Azevedo, ministre portugais de l'Éducation, a lancé mardi un appel pour que les activités politiques soient éliminées de l'Université.

« En venant aux groupes de gauche, le ministre a déclaré que « professeurs et étudiants devaient coexister de manière pacifique à l'université, que soient leurs opinions ». Il a également déploré que les répressions ou en cours de répression « se heurtent à une position ».

« L'activité étudiante grandissante ces quelques mois au Portugal, les étudiants protestent contre l'ingérence des autorités gouvernementales dans leurs orientations » et demandent une « réforme de l'enseignement ».

## Irlande du Nord

### CINQ SOLDATS BRITANNIQUES ONT ÉTÉ BLESSÉS DANS DES HEURES AVEC LES CATHOLIQUES.

Belfast (A.F.P.). — Vingt-cinq soldats britanniques ont été blessés dimanche, par des coups de feu catholiques au cours d'incidents les plus sérieux depuis le début de l'année, à mercredi matin un porte-drapeau du quartier général de l'armée britannique.

« Le démenti catégoriquement formulé par les autorités britanniques selon lesquelles les cocktails Molotov auraient été lancés par les agresseurs. Les projectiles employés ont été des pierres, des bâtons, et des boules de feu dont les éclats ont blessé cinq soldats au visage. Les agresseurs, qui ont opposé une résistance manifestante aux forces de l'ordre, se sont dispersés en deux phases et se sont réfugiés pendant plus de trois heures. Ils ont tous eu lieu dans les quartiers catholiques de la ville où avaient défilé, par deux fois au cours de la journée, des groupes d'extrême droite rassemblant de dix mille personnes. Des mesures de sécurité ont été prises à Belfast, où l'ordre a été rétabli mercredi matin.

## Grèce

### Exclus du procès du réseau Défense démocratique

### Les observateurs étrangers ont quitté Athènes

Le procès du groupe du réseau Défense démocratique s'est poursuivi mardi en l'absence des « observateurs étrangers », qui ont quitté la Grèce « parce qu'ils n'avaient pas eu les facilités nécessaires à leur tâche ». Au cours d'une entrevue dimanche avec le directeur général de la presse, M. D. Zaphiropoulos, celui-ci leur avait indiqué qu'il n'était pas question de réserver des places à des « observateurs judiciaires », ceci constituant une offense à la dignité de la justice grecque, mais qu'ils pouvaient, dans la mesure des places disponibles, assister au procès comme simples auditeurs.

De retour à Genève, M<sup>e</sup> Edmond Martin-Achard, ancien bâtonnier du barreau de Genève, qui représentait la Commission internationale des juristes, tout en refusant de porter un jugement de valeur sur le procès, a estimé que les juges militaires d'Athènes « respectaient la forme des règles juridiques », particulièrement en ce qui concerne les droits de la défense et l'audition des témoins. Il s'est dit, toutefois, choqué par certains aspects portant sur le fond. C'est ainsi, a-t-il dit, que le président a fait état d'une pièce qui ne figure pas au dossier, que le dossier n'a été communiqué à la défense que six jours avant le procès et que l'instruction a été faite par des officiers de police qui ne révèlent pas la source de leurs affirmations. M<sup>e</sup> Martin-Achard a tenu à rendre hommage au barreau grec, qui, a-t-il affirmé, remplit sa tâche « avec passion, éloquence, courage et compétence dans des conditions difficiles ».

Le ministre public a poursuivi mardi ses efforts pour ternir la réputation d'un des accusés, professeur d'économie politique, M. Dionysios Karayorgas. Les témoins se succèdent à la barre pour parler de la vie privée du professeur, ce qui ne semble pas avoir un rapport direct avec l'affaire.

### Un témoin arrêté

L'étudiant Ilias Kaliakopoulos, cité par l'accusation, a déclaré, pour sa part, avoir honte d'avoir à déposer contre ses anciens amis. J'ai fait mes déclarations lorsque j'ai été interrogé comme accusé par la police militaire et je demande au tribunal de ne pas prendre en considération « certains de mes aveux », a-t-il dit. A ce moment, les cris de « bravo » ont fusé parmi les trente-quatre accusés du procès.

Le témoin a indiqué que son activité au sein du réseau ne dura en fait qu'une dizaine de jours. Il distribua des tracts, mais refusa d'utiliser des bombes. Il a précisé qu'il ne connaissait pas les buts de l'organisation et qu'il était personnellement gauchiste. Ilias Kaliakopoulos a été arrêté à sa sortie de la salle d'audience.

### Le procès du journal « Ethnos »

D'importantes personnalités politiques ont déposé, mardi soir, dans le procès intenté aux trois codirecteurs, au rédacteur en chef et au directeur de la rédaction du journal indépendant athénien *Ethnos*, ainsi qu'à l'auteur de l'article incriminé, l'ancien ministre Ioannis Zighdis.

M. Panavotis Canelopoulos, premier ministre au moment du coup d'Etat militaire de 1967, les anciens ministres Georges Mavros et Constantin Kallias et M. D. Pasparyrou, président de la Chambre avant sa dissolution en 1967, ont déposé en faveur des accusés, qui risquent une peine minimum d'un an de prison et 100 000 drachmes d'amende.

L'accusation reproche à *Ethnos* le ton alarmiste d'un article de M. Zighdis recommandant la création d'un gouvernement d'union nationale en raison de la gravité des événements à Chypre. Les témoins ont montré que la presse gouvernementale ne s'était

pas privée, elle aussi, de parler de « situation explosive » et, sans prendre ouvertement parti pour l'Enosis (rattachement de Chypre à la Grèce), ils ont évoqué les problèmes difficiles posés par la question chypriote et rappelé l'intérêt constant manifesté par la Grèce pour Chypre. Le procès doit se poursuivre dans la nuit.

De Bruxelles, dans un télégramme adressé au premier ministre de Grèce, M. Papadopoulos, la Fédération internationale des journalistes, groupant plus de soixante mille journalistes, a protesté mardi contre la comparution devant un tribunal militaire des rédacteurs responsables et éditeurs du journal *Ethnos* pour avoir publié une interview d'un ancien ministre grec.

« Cette procédure, déclare la Fédération, confirme qu'une presse libre reste l'ennemi implacable de chaque régime totalitaire. »

La F.I.J. réclame « l'abolition complète de toutes entraves au libre exercice de la profession de journaliste, conformément aux traditions démocratiques de la Grèce ». — (A.F.P.)

## Autriche

### M. KARL WALDBRUNNER EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Vienne (A.F.P.). — Le Parlement autrichien issu des élections du 1<sup>er</sup> mars s'est réuni mardi après-midi en présence de M. Franz Jonas, président de la République.

M. Karl Waldbrunner (socialiste) a été élu par cente soixante et une voix contre trois président de la nouvelle Assemblée nationale en remplacement de M. Alfred Maleta (populiste), qui détient maintenant les fonctions de « second président » de la Chambre des députés. Le député socialiste Otta Probst, ancien ministre des transports de 1963 à 1966 et secrétaire central du parti, a été élu « troisième président ».

Dans son allocution, M. Waldbrunner a déclaré que l'activité parlementaire ne commencerait réellement qu'après la formation du nouveau gouvernement. Il a ensuite insisté sur la nécessité d'une série de réformes parlementaires, parmi lesquelles une modification du système électoral et l'abolition des privilèges des hommes politiques, qui bénéficieraient d'une exemption fiscale.

[M. Karl Waldbrunner est né le 25 novembre 1906 à Vienne. Il s'est engagé dans le mouvement socialiste dès la période où il était étudiant dans une université technique. Après la guerre il fut envoyé comme ministre plénipotentiaire à Moscou. A son retour, en 1946, il exerça jusqu'en 1956 les fonctions de secrétaire central du parti socialiste autrichien. De 1947 à 1949 il participa à plusieurs reprises aux conversations sur le traité d'Etat autrichien. Ministre fédéral des communications et des industries nationalisées en 1949, il fut ensuite de 1956 à 1962 ministre des communications et de l'industrie électrique. Son nom avait été prononcé en 1965, à la mort de M. Schaerf, pour succéder à celui-ci dans la charge de président de la République.]

● La base de Trabzon remise à l'armée turque. — La base militaire de radars de Trabzon, l'ancienne Trébizonde, sur la mer Noire, a été évacuée mardi matin par les forces armées américaines et remise aux forces armées turques.

Cette base de radars avait été jadis installée en application des accords bilatéraux turco-américains au sein de l'OTAN. Son évacuation par les forces américaines résulte de la récente révision de ces accords. — (A.F.P.)